

Emmanuel Macron : l'échec patent d'un Président par défaut

Article rédigé par *Christian Vanneste*, le 15 août 2018

Source [Christian Vanneste] L'affaire Benalla a rapetissé la communication présidentielle à la dimension d'un verre d'eau pas très propre et ramené à sa juste mesure un personnage monté trop vite en graine, sans avoir fait ses preuves. Ministre sans avoir affronté la moindre élection, il a été élu Président par défaut. Il prétendait changer le système alors qu'il en est le parfait produit. Arrivisme forcené, réseau de connivences de l'énarchie et des affaires, pas le moindre exercice d'une responsabilité locale, mais le sentiment de la toute-puissance de ceux qui sévissent dans les cabinets du pouvoir : les Français ne pouvaient plus mal choisir !

Macron a joué la hauteur, mais en manquant d'épaisseur. Et son réseau d'amis choisis dans l'énarchie socialiste laisse apparaître des failles, celles d'une France d'en haut où l'argent a remplacé le devoir de servir. C'est ainsi qu'Alexis Kohler, le secrétaire général de l'Élysée, avait oublié de préciser ses liens familiaux avec les propriétaires de l'armateur italo-suisse MSC lorsqu'il représentait, à partir de 2010, l'État au conseil d'administration des Chantiers navals STX France dont ils étaient de gros clients. De même, par distraction sans doute, il avait également omis de mentionner cette parenté lorsqu'il était membre du conseil de surveillance du port du Havre, la ville dont le maire était Édouard Philippe. Cette fois, il représentait l'Agence des participations de l'État et avait approuvé les contrats entre MSC et le port en votant, contre l'avis du commissaire du gouvernement, l'accroissement du rôle de la société dans les travaux d'extension. Le conflit d'intérêts est donc soupçonné. L'association Anticor a déposé deux plaintes pour « prise illégale d'intérêts » et « trafic d'influence ». Le parquet national financier, beaucoup moins pressé que pour Fillon, épluche le dossier. Le fait que MSC a recruté le brillant Kohler comme directeur financier en 2016 après un blocage de deux ans de la commission de déontologie est loin d'éteindre la suspicion.

Les parrains politiques du Président, Jouyet et Attali, ont beaucoup fait pour celui qu'ils avaient choisi pour l'imposer aux Français afin de contrer le réveil populaire – populiste, comme ils disent... La ligne était claire. Elle consistait à réduire la politique à l'économie et à évacuer les questions sécuritaires et identitaires qui retardent la dissolution de la France dans la cuve européenne et la piscine mondialiste. L'échec est patent sur les deux fronts. Les résultats économiques se font attendre. Le léger frémissement ressenti dans la vague de l'embellie mondiale s'atténue déjà. Il aura permis de passer sous la barre des 3 % du déficit budgétaire. Il n'aura ni diminué le chômage de masse, ni la dette, ni la pression fiscale, sauf pour les très riches. La relance tardive de la consommation à l'automne grâce, notamment, au transfert de cotisations salariales sur la CSG et à la suppression progressive de la taxe d'habitation aura lieu dans un contexte moins porteur qu'en 2017. Elle ne pourra qu'accentuer le déficit du commerce extérieur. Au premier semestre, il atteignait 33,4 milliards d'euros, contre 29,6 au semestre précédent. La France n'a pas amélioré sa compétitivité. En choisissant la CSG et non la TVA, comme le préconisait Fillon, Macron a engagé une politique économique contradictoire qui accumule les expédients présentés comme des réformes structurelles.

En même temps, la première mission de l'État n'est pas remplie. La sécurité des Français n'est pas assurée. Derrière le voile du terrorisme, et de manière plus grave, peut-être, c'est la violence quotidienne qui monte

dans une société qui perd ses repères parce qu'elle perd son identité. Adrien, Diego, Grégory, Marin... on ne compte plus les jeunes victimes de petites frappes qui n'ont pas supporté un regard, le refus d'une cigarette ou simplement la volonté de s'interposer lors d'une altercation ou d'une agression.

La marche blanche pour Adrien est un signe. On s'était habitué aux marches pour réclamer la « justice » pour les voyous des quartiers. Il faut espérer que celle de Meylan soit le début d'une révolte, celle des Français qui exigent que la justice soit avant tout « la loi et l'ordre » pour assurer la sécurité des bons citoyens !

15/08/2018 06:00